

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 DIJON

DIJON, le 05/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SALZGITTER Mannesmann Stainless Tubes

ROUTE DE SEMUR
BP 10
21501 Montbard

Références : 2023-139
Code AIOT : 0005401359

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/03/2023 dans l'établissement SALZGITTER Mannesmann Stainless Tubes implanté Route de Semur BP 10 21500 Montbard. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 8 mars 2023, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement a été informée du constat d'un rejet d'hydrocarbures au niveau du point de rejet de la société Salzgitter Mannesmann Stainless Tubes France, sur le territoire de la commune de Montbard.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SALZGITTER Mannesmann Stainless Tubes
- Route de Semur BP 10 21500 Montbard
- Code AIOT : 0005401359
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société SALZGITTER MANNESMANN STAINLESS TUBES FRANCE exploite sur la commune de Montbard (21), une usine de fabrication de tubes métalliques, sur un site créé en 1895.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Accidents/incidents
- Pollutions
- Eaux superficielles

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déclaration et rapport d'accident	Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 2.5.1	/	Sans objet
2	Rejet des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 4.3.10 et 4.3.11	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Selon les investigations de l'exploitant, la pollution aurait pour origine l'entraînement par des engins roulants, d'huiles d'égoutture de copeaux d'usinage et de palettes.

Les engins roulants passant des voies avec la présence de ces huiles d'égoutture sur les sols vers des zones non concernées par des débourbeurs /déshuileurs, auraient "transféré" une certaine quantité d'hydrocarbures.

Ces hydrocarbures, présents dans ces zones auraient été ensuite entraînés lors des pluies, directement vers l'exutoire sans passer par un débourbeur /déshuileur.

Les éléments constatés lors de la visite de l'inspection des installations classées ne sont pas de nature à remettre en cause l'analyse réalisée par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration et rapport d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 2.5.1
Thème(s) : Situation administrative, Déclaration d'incident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection de installations classées. Il précise notamment les circonstances et les cause de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen et long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : Le 8 mars 2023, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement a été informée du constat d'un rejet d'hydrocarbures au niveau du point de rejet se rejetant dans la Brenne de la société Salzgitter Mannesmann Stainless Tubes France, sur le territoire de la commune de Montbard. L'Office Français de la biodiversité, ayant réalisé un contrôle sur le secteur, a constaté le 8 mars 2023 à 12 h 36, une "légère irisation de l'eau due à un hydrocarbure. Pas de mortalité piscicole. " Cette information a été transmise le jour même à l'entreprise. Le 9 mars 2023 l'inspection a demandé à l'exploitant de renseigner la fiche de notification d'accident/incident. L'exploitant a donc jusqu'au 23 mars 2023, pour retourner la fiche de notification dûment renseignée à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Rejet des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 4.3.10 et 4.3.11
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets des eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4.3.10 - Eaux pluviales susceptibles d'être polluées Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elle pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.</p> <p>4.3.11 - Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales L'ensemble des eaux font l'objet d'un traitement sur l'un des 6 débourbeurs- déshuileurs du site. Ces derniers sont tous à minima de classe A. La concentration du rejet ne peut excéder 5 mg/l d'hydrocarbures totaux.</p>
<p>Constats : Le 8 mars 2023, l'exploitant a constaté "A l'exutoire au niveau de la Brenne, [...] une irisation en surface des eaux : c'est un film mince / bleuâtre / discontinu."</p> <p>Selon les recherches réalisées par l'exploitant, la pollution aurait pour origine l'entraînement par des engins roulants, d'huiles d'égoutture de copeaux d'usinage et de palettes. Les engins roulants passant des voies avec la présence de ces huiles d'égoutture sur les sols vers des zones non concernées par des débourbeurs /déshuileurs, auraient "transféré" une certaine quantité d'hydrocarbures. Ces hydrocarbures, présents dans ces zones auraient été ensuite entraînés lors des pluies, directement vers l'exutoire sans passer par un débourbeur/déshuileur.</p> <p>Lors de la visite du 15 mars 2023 l'inspection a constaté l'absence de traces d'hydrocarbures ou d'irisation au droit des zones non concernées par des débourbeurs /déshuileurs. L'inspection a regardé par échantillonnage deux séparateurs, ceux-ci étaient propres. L'exploitant a informé l'inspection que les axes de circulation avaient été nettoyés, ce qui a été constaté par l'inspection.</p> <p>L'inspection a constaté que la zone de stockage des palettes présentait un sol chargé en égouttures. Cette zone est bien protégée par deux débourbeurs /déshuileurs, cependant l'inspection a constaté des traces de passage d'engins roulants ayant entraîné le dépôt d'hydrocarbures en direction des axes de circulation.</p> <p>Ce constat, vient appuyer l'analyse réalisée par l'exploitant.</p> <p>Non-conformité : L'ensemble des eaux pluviales susceptibles d'être polluées ne font pas l'objet d'un traitement sur l'un des 6 débourbeurs- déshuileurs du site.</p> <p>En effet, il apparaît qu'en ce jour, la zone non protégée par un débourbeur/déshuileur peut être amenée à rejeter des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. L'exploitant doit mettre en œuvre une solution afin que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • soit les hydrocarbures ne puissent plus être acheminés vers la zone protégée ; • soit l'ensemble des zones soient reliées à un débourbeur/déshuileur.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet